

**ICHEC**  
BRUXELLES

**cergeco**

Institut supérieur d'éducation permanente  
Centre de la représentation et de la gestion commerciale  
organisé par l'Ichec

Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales  
Bruxelles

**La libéralisation des  
chemins de fer en Europe**

Mémoire  
présenté en vue de l'obtention du diplôme d'études supérieures en  
Sciences Economiques Appliquées

Directeur du mémoire  
Prof. P. FLAHAUT

présenté par  
Francis GENON

Année académique 1998-1999

## TABLE DES MATIÈRES

### PRÉFACE

INTRODUCTION .....	1
PREMIÈRE PARTIE .....	8
I.    SPÉCIFICITÉS HISTORIQUES ET ECONOMIQUES DES ENTREPRISES FERROVIAIRES .....	9
1.1.  Caractéristiques historiques .....	9
1.2.  Caractéristiques économiques et sociales .....	12
1.2.1.  La taille et le statut des entreprises ferroviaires .....	12
1.2.2.  Le caractère public des entreprises .....	12
1.2.3.  La gestion de l'infrastructure .....	13
1.2.4.  Chemin de fer et externalités .....	13
II.   LES MARCHÉS DU RAIL .....	17
2.1.  Le marché des voyageurs .....	17
2.2.  Le marché du fret .....	22
2.3.  Le transport de marchandises en chiffres .....	23
III.  LA POLITIQUE EUROPÉENNE DES TRANSPORTS .....	26
3.1.  Le Traité de Rome .....	28
3.2.  L'acte unique .....	29
3.3.  Le Traité de Maastricht .....	30
3.4.  Le Livre Blanc sur le futur développement de la politique commune des transports (document COM 92.494 final) .....	31
3.5.  Le Livre Blanc "Croissance, Compétitivité, Emploi" .....	32
3.6.  Le Livre Vert : "Vers une tarification équitable et efficace" .....	32
3.7.  Le Livre Blanc sur la revitalisation des chemins de fer communautaires .....	33
IV.  RÈGLEMENTS ET DIRECTIVES POUR LES ENTREPRISES FERROVIAIRES COMMUNAUTAIRES .....	34
4.1.  Le règlement du Conseil n° 1191/69 du 26 juin 1969 relatif aux obligations de service public dans le domaine des transports, modifié par le règlement du Conseil n° 1893/91 du 20 juin 1991 .....	34
4.2.  Le règlement du Conseil n° 1192/69 du 26 juin 1969 relatif à la normalisation des comptes des entreprises ferroviaires .....	34
4.3.  Le règlement du Conseil n° 1107/70 du 4 juin 1970 sur les aides accordées par les Etats membres dans le domaine des transports modifiés par les règlements 1658/82, 1100/89 et 3578/92 .....	35
4.4.  La directive du Conseil du 29 juillet 1991 relative au développement des chemins de fer communautaires (91/440/CE) .....	36

4.4.1.	L'indépendance de gestion des entreprises ferroviaires . . .	36
4.4.2.	La réduction de l'endettement et l'assainissement financier	37
4.4.3.	La séparation entre la gestion de l'infrastructure et les activités de transports . . . . .	37
4.4.4.	L'accès à l'infrastructure ferroviaire . . . . .	38
4.6.	La direction 95/19 CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la perception de redevances d'utilisation de l'infrastructure . . . . .	40
4.7.	La directive européenne relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen à grande vitesse (95/48/CE) . . .	40
4.8.	Transposition des directives européennes . . . . .	41
4.9.	Paquet infrastructure visant à amender les directives européennes	42
4.9.1.	Projet de directive modifiant la directive 91/440 CE . . . .	43
4.9.2.	Projet de directive modifiant la directive 95/18/CE concernant les licences des entreprises ferroviaires . . . . .	44
4.9.3.	Remplacement de la directive 95/19/CE concernant la répartition des capacités ferroviaires . . . . .	45
V.	LES DIRECTIVES EUROPÉENNES ET LA CONVENTION RELATIVE AUX TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (COTIF) . .	46
5.1.	La Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) . . . . .	46
5.2.	La dualité juridique . . . . .	48
5.3.	La nouvelle COTIF . . . . .	49
5.4.	Transports hors communauté . . . . .	50
VI.	LA CONCURRENCE DANS LES RÉSEAUX . . . . .	51
6.1.	Séparation de l'infrastructure et de l'exploitation . . . . .	53
6.1.1.	L'accès à l'infrastructure . . . . .	54
6.1.2.	La tarification de l'usage des infrastructures ferroviaires . .	54
6.1.2.1.	Les objectifs de la tarification . . . . .	55
6.1.2.1.	Comment tarifier l'usage des infra- structures ferroviaires ? . . . . .	56
6.2.	Justification de la concurrence . . . . .	57
6.3.	Les critiques de la concurrence . . . . .	58
6.4.	Concurrence et aspects sociaux . . . . .	59
6.5.	Concurrence et service public . . . . .	60
6.5.1.	Qu'est-ce que le service public ferroviaire ? . . . . .	60
6.5.2.	Service public dans le droit communautaire . . . . .	61
6.5.3.	Une notion valorisée . . . . .	61
6.6.	Concurrence et privatisation . . . . .	62
VII.	LE NOUVEAU PAYSAGE FERROVIAIRE EUROPÉEN . . . . .	64
7.1.	Les réseaux . . . . .	65
7.1.1.	La Société Nationale des Chemins de Fer Anglais (BR) . .	65
7.1.2.	La Société des Chemins de Fer Fédéraux Autrichiens (OBB) . . . . .	68
7.1.2.	La Société des Chemins de Fer Danois (DSB) . . . . .	68

7.1.3.	La Société Nationale des Chemins de Fer Finlandais (VR) . . . . .	69
7.1.4.	La Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF) . . . . .	70
7.1.5.	Société Nationale des Chemins de Fer Grecs (CH) . . . . .	71
7.1.6.	Société Nationale des Chemins de Fer Irlandais (CIE) . . . . .	71
7.1.7.	Société des Chemins de Fer Italiens de l'Etat (FS) . . . . .	72
7.1.8.	Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) . . . . .	74
7.1.9.	Société Nationale des Chemins de Fer Hollandais (NS) . . . . .	75
7.1.10.	Société Nationale des Chemins de Fer Portugais (CP) . . . . .	78
7.1.11.	Société Nationale des Chemins de Fer Espagnols (RENFE) . . . . .	78
7.1.12.	Société Nationale des Chemins de Fer Suédois (SJ) . . . . .	79
7.2.	Les Groupements Economiques d'Intérêt Européen . . . . .	81
7.3.	Les corridors européens de fret ferroviaire . . . . .	82

DEUXIÈME PARTIE . . . . . 84

I.	LES CHEMINS DE FER ALLEMANDS - DEUTSCHE BAHN AG (DB AG) . . . . .	85
1.1.	Les raisons de la réforme . . . . .	85
1.2.	Les objectifs de la réforme . . . . .	87
1.3.	La restructuration des chemins de fer allemands . . . . .	88
1.3.1.	L'Office Fédéral des Chemins de fer (Eisenbahn-Bundesamt) . . . . .	89
1.3.2.	Le Patrimoine Fédéral du Chemin de Fer (Bundeseisenbahnvermögen) . . . . .	90
1.3.3.	Une politique régionale audacieuse . . . . .	90
1.4.	Les modes de fonctionnement de la DB AG . . . . .	92
1.4.1.	DB Stations und Services AG . . . . .	92
1.4.2.	DB reise und Touristik AG . . . . .	93
1.4.3.	DB Regio AG . . . . .	93
1.4.4.	DB Netz AG . . . . .	93
1.4.5.	DB Cargo AG . . . . .	94
1.5.	Transpositions des directives européennes . . . . .	95
1.6.	Les résultats de la réforme . . . . .	95
1.7.	Le plan "Mehdorn" . . . . .	97
II.	LES CHEMINS DE FER FÉDÉRAUX SUISSES (CFF) . . . . .	99
2.1.	La politique suisse des transports . . . . .	100
2.1.1.	La Fédération et la politique européenne des transports . . . . .	101
2.1.2.	Rail 2000 . . . . .	102
2.2.	La réforme des chemins de fer . . . . .	103
2.2.1.	Les raisons et les objectifs de la réforme . . . . .	103
2.2.2.	Les clés de la réforme . . . . .	104
2.2.2.1.	De la régie fédérale à la SA . . . . .	104
2.2.2.3.	La reprise de la dette . . . . .	105

	2.2.2.4.	Le “principe de la commande” .....	105
	2.2.2.3.	Le libre accès au réseau .....	106
	2.2.3.	Les acteurs de la réforme et leurs compétences .....	107
	2.2.3.1.	Le parlement .....	107
	2.2.3.2.	Le Conseil Fédéral .....	107
	2.2.3.3.	Le conseil d’administration .....	108
2.3.		La restructuration de l’entreprise .....	108
	2.3.1.	La direction de l’entreprise .....	111
	2.3.2.	La division “Voyageurs” .....	111
	2.3.3.	La division infrastructure .....	112
	2.3.4.	La division fret (CFF Cargo) .....	112
	2.3.5.1.	Cargo SI .....	113
2.4.		L’avenir des CFF .....	115
III.		LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (SNCB)	119
	3.1.	La loi du 21 mars 1991 portant réforme à certaines entreprises publiques .....	120
	3.1.1.	Les objectifs de la loi .....	120
	3.1.2.	Implication de la loi .....	121
	3.1.2.1.	Les organes de gestion de la SNCB ....	122
	3.2.	Le contrat de gestion .....	124
	3.3.	Le plan d’entreprise .....	126
	3.3.1.	Les objectifs du plan d’entreprise .....	127
	3.4.	La restructuration de la SNCB .....	128
	3.4.1.	Les objectifs de la réforme .....	128
	3.4.2.	La nouvelle structure .....	129
	3.4.2.1.	Les Centres d’Activités (CA) .....	131
	3.4.2.2.	Les centres de services .....	140
	3.4.2.3.	Les unités centrales et de coordination .	142
	3.5.	Transposition des directives européennes .....	145
	3.6.	L’accès au réseau .....	145
	3.6.1.	L’attribution des sillons .....	146
	3.7.	Les résultats de la réforme .....	146
	3.7.1.	Le plan de transport “voyageur intérieur” .....	146
	3.7.2.	La SNCB au rapport .....	148
	3.7.3.	Les finances de la SNCB .....	151
	3.7.4.	Dans les centres d’activité (CA) et de services (CS) ....	152
	3.8.	L’avenir .....	152
		CONCLUSION .....	155
		BIBLIOGRAPHIE .....	170
		ANNEXES .....	179